

Mohamed Ould Maouloud, le président de l'Union des Forces du Progrès:

"Briser la glace, provoquer le déclat salvateur, voilà ce que nous attendons du pouvoir"

Le Calame: Quatre mois après l'élection présidentielle et votre soutien à la candidature de Ould Haidalla, quel bilan tirez-vous de ce scrutin? Votre soutien à ce candidat peut-il être considéré comme un mauvais calcul?

Mohamed Ould Maouloud: Le scrutin du 7 novembre, de par les conditions mêmes de son déroulement a été une occasion ratée pour la démocratie de prendre racine et pour la Mauritanie de tourner la page de sa "Jahiliya" politique (parti unique - régime d'exception) pour avoir enfin l'esprit et les mains libres et construire une nation unie et moderne. L'opposition n'a pas permis -de par ses candidatures multiples- de donner à la demande d'alternance dans le pays tout son élan, et d'optimiser ses chances de succès.

Quant au pouvoir, il a fait tout ce qu'il pouvait pour jeter le doute sur les conditions de transparence du scrutin: pas de discussions ni même de simples contacts d'information entre le ministère de l'Intérieur et les candidats, refus des observateurs nationaux et internationaux, remise en cause unilatérale des dispositions pour la transparence accordées en 2001 et, pour tout couronner, arrestation du principal rival du candidat sortant à la veille même du scrutin. Au sein même du PRDS, l'opinion est largement répandue que la crédibilité du système acquise aux élections de 2001 a été bradée contre l'organisation d'élections pour le moins peu convaincantes. Convenons-en, tout le monde a perdu quelque chose. Il faut ajouter qu'à la veille du 7 novembre, tous les protagonistes n'étaient d'ailleurs pas au meilleur de leur forme et qu'au sortir de la bataille, ils étaient tous sous le choc, et avaient perdu et le souffle et la voix. D'où le spectacle désolant d'un traumatisme politique général au lendemain du scrutin. Mais à quelque chose malheur est bon. Tout le monde

convient dans les deux camps qu'il s'est agi d'une crise de trop, et qu'il est aujourd'hui vital pour le pays et pour la démocratisation et la paix civile de la dépasser au plus vite.

Pour notre part nous avons tenté de favoriser au maximum le changement en prônant une candidature de rassemblement; le candidat indépendant Mohamed Khouna Ould Haidalla qui nous a paru le meilleur porte-drapeau du moment. Notre calcul, de ce point de vue, semble avoir été juste, puisque cette candidature a soulevé un véritable espoir de changement, mobilisé de larges secteurs de nos populations, ébranlé l'adversaire et, malgré l'indigence de la campagne de la CAP et les attaques contre notre candidat, réussi à provoquer la surprise avec près de 20% des voix exprimés dans les conditions que l'on sait.

Le reste de notre calcul se fondait sur une campagne apaisée par un dialogue préalable qui devait déboucher sinon sur l'alternance du moins sur une polarisation de la scène politique entre deux camps qui se respectent et qui peuvent donc convenir des meilleurs compromis pour promouvoir la démocratie dans notre pays. Ce calcul a bien échoué parce que les protagonistes avaient laissé échapper l'opportunité d'un dialogue entre les partis à la veille des élections et dont le principe avait été convenu entre le président de la République et moi-même lors de notre rencontre du mois d'août.

Où en est la CAP aujourd'hui? Peut-on dire qu'elle est morte?

En pratique, elle a cessé d'exister avec la fin de la campagne électorale. Mais il n'en reste pas moins vrai que ces composantes souhaitent poursuivre leur alliance politique sur la base d'une orientation à définir en commun dans un nouveau cadre.

Suite en page 3

Mohamed Ould Maouloud, le président de l'Union des Forces du Progrès:

"Briser la glace, provoquer le déclic salvateur, voilà ce que nous attendons du pouvoir"

Suite de Une

Continuez-vous à coordonner votre action politique avec Ould Haidalla?

Pour être précis, nous gardons le contact et échangeons des idées sur l'avenir.

Votre parti a été le chantre du dialogue avec le pouvoir, un dialogue interrompu bien avant la présidentielle. Peut-on envisager la reprise de ce dialogue?

Au contraire, à la veille des présidentielles, nous avons relancé le dialogue. Car nous étions convaincus depuis bien longtemps que le succès de cette échéance capitale pour l'avenir politique du pays dépendait de l'instauration d'un climat de confiance entre les protagonistes et d'un certain apaisement.

L'audience que m'a accordée le président de la République, en août 2003, nous a permis de convenir au moins d'un point: l'organisation d'une rencontre des partis de la majorité et les partis d'opposition pour convenir d'un code de bonne conduite pour la réussite des élections. Je considère cet entretien comme l'un des plus réussis, d'autant plus que dans les deux ou trois semaines qui ont suivi, le pouvoir a pris certaines mesures d'apaisement que j'avais vivement souhaitées (libération du président du Front Populaire, libération des islamistes, recherche de solution consensuelle pour la restauration de l'unité de l'Ordre national des avocats).

Il est vrai que depuis lors, nous n'avons eu aucun contact avec le pouvoir. Mais dans notre esprit, il s'agit moins d'une rupture que d'une pause. La reprise d'un dialogue sérieux et positif est, je crois, la meilleure voie pour surmonter l'impasse politique actuelle. Mais il est surtout vital pour mobiliser toute l'énergie de la nation face aux défis de l'heure:

- sauvegarde et consolidation d'une cohésion sociale et nationale mise à mal par toutes sortes de tensions internes (tribales, ethniques, sociales et politiques) et de pressions externes (conflits dans les pays voisins, la loi du plus fort dans les relations internationales);

- la restauration de l'autorité de l'État désormais prisonnier de la toile tissée par les lobbies agissant à la limite, sinon à la marge, de la loi, que traduit la série de scandales de corruption et de malversation contre laquelle le système PRDS semble sans réponse;

- la préparation du pays à l'ère pétrolière pour que la "manne" ne se transforme pas en "choc" et pour que cette ressource aide à résorber les déséquilibres plutôt que de les renforcer et déboucher sur des ruptures douloureuses.

Et avec l'opposition? Quels sont aujourd'hui vos relations avec Ahmed Ould Daddah et Messaoud?

L'UFP appelle, depuis la fin du procès du candidat Ould Haidalla et de ses compagnons, à une concertation de tous les partis de l'opposition. Nous attendons une réponse du RFD et de l'APP à propos de cette formule. En attendant les onze députés de l'opposition poursuivent leurs rencontres pour débloquer le terrain.

Comptez-vous entreprendre une nouvelle initiative pour débloquer la situation. Si oui, quelles en seront les grandes lignes?

Qui a toutes les cartes en main? Il revient au pouvoir, de sortir de sa torpeur, et d'assumer sa responsabilité pour aider le pays à sortir de l'impasse. La situation actuelle rappelle celle de 1992: le scrutin du 7 novembre dernier devient un point de fixation. Le pouvoir, semble-t-il, exige de l'opposition une reconnaissance de la victoire de son candidat comme préalable à toute

discussion. De mon point de vue, c'est le régime PRDS qui ne reconnaît pas et ne fait pas de place à l'opposition. Ni même à la critique ou à la contestation légale. Il s'est fait l'héritier de l'esprit et des méthodes du parti unique et du régime militaire, et ne tolère le pluralisme que comme un mal nécessaire. Car en fin de compte, le problème nodal de notre processus démocratique à l'heure actuelle est bien la méconnaissance du rôle et de la place de l'opposition. Il suffit d'observer le mépris avec lequel elle est traitée par le pouvoir public, son inexistence dans les médias d'État et la manière dont ceux-ci fonctionnent.

L'opposition était-elle en droit de contester les résultats du scrutin du 7 novembre? On doit répondre par oui si on agrée pour référence la loi électorale. Où est donc le problème? La cour constitutionnelle a rendu un arrêt rejetant le recours introduit par le candidat Mohamed Khouna Ould Haïdalla. Depuis lors, en quoi se manifeste la non reconnaissance de cet arrêt par l'opposition? A ma connaissance, personne n'a appelé à la rébellion ou n'a refusé de traiter avec les autorités.

Si le pouvoir entretient un complexe de légitimité, l'impasse risque de durer. Le problème ne peut plus être la reconnaissance ou non des résultats du 7 novembre. Le problème réel, le vrai, est la définition et la gestion unilatérale des règles du jeu politique par le seul pouvoir. L'opposition n'a pas à l'heure actuelle pour préoccupation de réécrire le passé. Elle tient surtout à une redéfinition consensuelle des règles du jeu pour l'avenir. Voyez-vous, le compromis est bien possible. Brisser la glace, provoquer le déclic salvateur, voilà ce que nous attendons du pouvoir et de toutes les autres bonnes volontés.

PROPOS RECUEILLIS PAR
AHMED O. CHEIKH